

Préface

I - Après la publication des rapports pour l'année 1998 et 1999, le CIHEAM présente ci-après son troisième rapport qui porte sur l'année 2000. L'engagement pris d'établir un document périodique qui reflète l'évolution d'ensemble des agricultures et des systèmes agro-alimentaires des pays membres du CIHEAM et qui offre ainsi un instrument de connaissances, d'analyses, de réflexions sur les principaux aspects et événements qui marquent l'économie agricole et alimentaire de la région méditerranéenne, est respecté : nous sommes heureux d'être présents au rendez-vous idéal que nous nous sommes donnés, en cette période de l'année, avec les destinataires du rapport -membres de gouvernements, de parlements, responsables d'organisations internationales et d'administrations nationales, représentants d'institutions scientifiques et d'organisations professionnelles, opérateurs économiques- qui, à divers titres, ont tenu à nous encourager dans la poursuite de cette initiative qui s'impose progressivement à l'attention dans l'ensemble des pays méditerranéens.

Les Ministres de l'Agriculture des pays membres du CIHEAM qui, après leur première réunion de Rome en mai 1999 se sont rencontrés à nouveau à Rabat en mai 2000, ont d'ailleurs, encore une fois, reconnu la valeur du Rapport Annuel du CIHEAM, considéré comme document de référence pour les pays de la région et outil indispensable pour faire du CIHEAM le lieu privilégié d'observateur des politiques agricoles, agro-alimentaires et du développement rural dans l'espace euro-méditerranéen.

II - La structure du présent rapport confirme celle des précédentes éditions. On peut distinguer, pour l'essentiel, quatre parties :

- **La première partie** est consacrée au thème général des relations entre **ressources naturelles et agriculture**, thème qui est traité tant sous l'angle des défis posés à l'agriculture méditerranéenne par les exigences de la protection de l'environnement et de la conception d'une agriculture durable dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen, que sous l'angle des contraintes auxquelles les pays appartenant aux rives du sud et de l'est de la Méditerranée sont confrontés dans les politiques d'ajustement structurel qu'ils poursuivent, parallèlement aux problèmes de gestion des ressources naturelles qu'ils rencontrent dans cette phase délicate de transition de leurs économies. Tout naturellement, le développement des thèmes traités dans cette première partie amène à la prise en considération du concept de la multifonctionnalité de l'agriculture dans la région méditerranéenne et du

rapport entre ce concept avec un aspect fondamental des économies méditerranéennes qui est celui du développement rural. Les questions qui sont abordées dans le dernier chapitre de cette première partie touchent en effet à la portée de la notion de multifonctionnalité dans la région méditerranéenne, à la compatibilité de cette notion avec la libéralisation du commerce des produits agricoles et à la cohérence des politiques agricoles des pays méditerranéens avec le principe de la multifonctionnalité.

Sans vouloir anticiper les conclusions de cette première partie du rapport qui expose avec la plus grande clarté les enjeux du développement agricole de la région et des relations entre les pays responsables du partenariat euro-méditerranéen, une confirmation à la thèse que notre rapport annuel ne cesse de soutenir dès sa première édition, semble devoir être retenue : les bénéfices pouvant découler de l'ouverture des marchés et de la zone de libre échange aux pays partenaires du sud et de l'est de la Méditerranée pourraient être annulés si les restrictions existant actuellement en matière de prise en charge des coûts financiers et sociaux de la transition dans ces pays devaient persister.

- **La deuxième partie** présente des **analyses sectorielles et par pays**. Après avoir décrit l'évolution des économies nationales et l'évolution des agrégats agricoles dans les économies nationales, cette partie trace les évolutions intervenues dans l'année de référence des productions agricoles, agro-alimentaires, de la consommation et des échanges extérieurs des produits agricoles et agro-alimentaires. Enfin, des commentaires illustrent les principaux faits qui ont caractérisé les politiques agricoles, agro-alimentaires et le développement rural dans les différents pays membres du CIHEAM.

Comme c'était déjà le cas pour les éditions précédentes du rapport, cette partie est le fruit de la synthèse des contributions établies par les correspondants nationaux, contributions qui sont reproduites dans leur intégralité sur Internet, comme d'ailleurs le rapport dans son ensemble.

Nous sommes très attachés à cette méthode de travail –contributions des correspondants nationaux/rapport de synthèse– qui représente l'originalité de notre rapport et préfigure la fonction d'observatoire des politiques agricoles, agro-alimentaires et du développement rural que les Ministres de l'Agriculture ont confié au CIHEAM. Nous avons organisé, dans la phase préparatoire de la présente édition, une réunion conjointe du Comité de Rédaction et des correspondants nationaux pour marquer ainsi la première expérience de création d'un réseau interactif susceptible d'être valorisé pour la mise en œuvre de l'observatoire. Et nos efforts, avec l'appui du Conseil d'Administration du CIHEAM, se poursuivent dans cette perspective.

- **La troisième partie**, qui développe chaque année un thème de particulière importance pour la région, porte sur le **problème de l'eau** dans les pays méditerranéens. Cette partie du rapport encadre la problématique essentielle de la disponibilité et de l'utilisation rationnelle des ressources en eau dans les pays méditerranéens et préconise un programme d'actions prioritaires à l'attention des responsables politiques de la région.
- **La quatrième partie** est enfin consacrée aux **principaux indicateurs du développement agricole et agro-alimentaire** dans les pays méditerranéens et comporte une mise à jour complétée et améliorée par rapport aux données reprises dans les éditions précédentes.

III - Encouragés par les soutiens reçus lors des précédentes éditions et par les nombreuses attestations de sympathie dont notre rapport a fait l'objet, notre détermination à poursuivre l'exercice se trouve renforcée. Tout particulièrement, nous apprécions la reconnaissance qui a été accordée à notre rapport par les Ministres de l'Agriculture des pays membres du CIHEAM et, aussi, par les organes responsables du programme de coopération qui est cofinancé par la Commission Européenne et le CIHEAM. Le Comité d'orientation et de gestion de ce programme –où sont notamment représentés les responsables des institutions scientifiques des pays méditerranéens partenaires– considère notre rapport comme un instrument d'aide à la décision et l'inscrit parmi les activités du programme. Cela confirme la validité du choix qui a inspiré, dès son origine, l'initiative du CIHEAM par la publication de son rapport : rendre un service aux pays de la région.

Au moment où cette initiative se consolide par la présente édition, je souhaite exprimer les plus vifs remerciements au Conseil d'Administration du CIHEAM, aux correspondants nationaux, aux membres du Comité de Rédaction et à M. Mahmoud Allaya de l'IAM de Montpellier qui a assumé la charge, au sein du Comité de Rédaction, de coordination générale de la présente édition du rapport.

Enzo CHIOCCIOLI,
Secrétaire Général du CIHEAM